

A Blois, le 19 novembre 2015

DECLARATION LIMINAIRE DE SOLIDAIRES-FINANCES PUBLIQUES
CTL DU 19 NOVEMBRE 2015

Monsieur le Président,

En préambule, Solidaires-Finances Publiques tient à apporter, en cette période de deuil après les attentats de Paris, son soutien aux victimes et aux familles touchées par cette tragédie, dont trois collègues du ministère.

En pleine période du CTR emplois, avec une nouvelle saignée de 11 suppressions de postes dans le Loir-et-Cher se rajoutant aux précédentes, pour atteindre depuis quatorze années plus de 23 % des effectifs, nous réaffirmons que tous les services de la DDFIP 41 sont à bout, épuisés par l'augmentation de la charge de travail et la dégradation des conditions de travail. La spirale infernale de la Démarche Stratégique et de toutes les réorganisations et centralisations incessantes qui nous sont annoncées par la DG au détriment des populations et des agents, alimente largement ces suppressions d'emplois.

Si les préconisations du rapport de l'inspection générale des finances paru en mai dernier sont appliquées, c'est la disparition de nombreuses structures qui est en jeu. D'abord il s'agit de vider de leur substance les postes comptables et de centraliser certaines missions au niveau d'un département ou d'une région. Alors qu'à travers la réforme territoriale les communes sont appelées à se regrouper, c'est donc la disparition de nombreux postes comptables dont il est question et du resserrement accéléré du réseau. Par ailleurs, la réorganisation des SIE en pôle « métiers » préfigure le transfert de missions vers un SIE centralisateur et donc la fusion de SIE ou leur disparition. Les SIP seront aussi impactés par la mise en place de la retenue à la source. Ce qui se profile est donc un abandon du territoire.

Les règles de gestion sont également remises en cause et les agents vont devoir subir la mobilité forcée.

Condamnant la politique budgétaire d'austérité, s'opposant à toutes les restructurations qui n'ont d'autre but que de justifier la poursuite des suppressions d'emplois, les O.S. ont claqué la porte du CTR du 28 septembre dernier et décidé de suspendre leur participation aux Comités Techniques et aux Groupes de Travail dans l'attente de l'audience qu'elles sont demandées auprès du Ministre des Finances et du Secrétaire d'Etat au Budget. En total accord avec la décision prise par nos instances nationales, Solidaires-Finances Publiques 41 a décidé de boycotter ce CTL.